

De nouveaux « penseurs » socialistes et la société française telle qu'elle est

Le mouvement ouvrier français — et pas lui seulement d'ailleurs — connaît une crise extrêmement profonde. Ses deux directions traditionnelles ont manifestement fait faillite, la direction socialiste ayant fait le travail pour ce qu'elle appelait « la bourgeoisie la plus bête dans le monde », la direction du P.C.F. se montrant paralysée tant sur les problèmes internationaux (notamment depuis le XX^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S.) que sur les problèmes français: elle a perdu les positions acquises à la Libération et la capacité de mobiliser les masses travailleuses.

Il en résulte à présent une période de grande confusion. Les opposants qui s'expriment sont avant tout des intellectuels qui n'ont pas de mouvements de masse sur lesquels ils pourraient s'appuyer. Ils ne savent plus ce qui reste valable de ce qu'ils ont appris et ce qui ne l'est pas; ils ont tendance à chercher des « nouveautés » de manière désordonnée.

Dans de telles conditions, on voit se manifester des personnages qui vous rappellent ce qu'écrivait un jour Lénine, à savoir qu'un imbécile peut soulever en cinq minutes plus de questions que cinq sages ne sauraient y répondre pendant toute leur vie, tant il parvient à embrouiller les questions. Le plus caractéristique de ces personnages est peut-être aujourd'hui André Philip, en qui Gilles Martinet voit un « grand brasseur d'idées » qui apporterait des « vues originales et très souvent enrichissantes ». O combien, nous allons le voir.

« UN SOCIALISME POUR AUJOURD'HUI »

Le « fond » de la pensée de Philip, c'est que le capitalisme n'est plus le capitalisme, la classe ouvrière n'est plus la classe ouvrière, et par conséquent il faut faire un « socialisme pour aujourd'hui », « sur quelques idées précises, dans le cadre de la tradition humaniste et démocratique de la République, mais en laissant de côté le sectarisme doctrinal et la logomachie marxiste, qui ne peuvent rejeter que la majorité de nos citoyens, parce qu'ils ne correspondent plus en rien aux problèmes de notre époque ».

Si l'on peut vraiment parler de logomachie, c'est, nous semble-t-il, au sujet de cette « tradition humaniste et démocratique », qui est un véritable fourre-tout, un bric-à-brac dans lequel tous les politiciens un peu habiles de la III^e, de la IV^e République, et demain probablement pas mal de ceux de la V^e République viennent chercher de quoi jeter de la poudre aux yeux.

D'autre part, André Philip trouve que le marxisme ne correspond en rien aux problèmes de notre époque; étant d'origine fabienne, il n'a d'ailleurs jamais pensé que le marxisme correspondait à la réalité. Mais si le marxisme (qui a cent ans) est dépassé pour Philip, celui-ci, en bon protestant, introduit dans sa tradition « humaniste », le Nouveau Testament qui ne date que de près de 2.000 ans...

..

UN DIRECTEUR DE TRUST N'EST PAS UN CAPITALISTE !

Nous ne verrons dans cet article que la partie relative au capitalisme qui ne serait plus le capitalisme. Tout ce qu'il a trouvé comme idées originales dans ce domaine, c'est que le type de la propriété capitaliste dominant dans la première moitié du XIX^e siècle, celle du propriétaire gérant lui-même son entreprise, a fait place à de grandes entreprises, où le pouvoir réel « n'appartient plus à l'actionnaire, mais aux directeurs... Je crois... que les directeurs des grandes entreprises privées, ceux des organisations syndicales ouvrières et ceux des grandes entreprises nationalisées se rapprochent de plus en plus, et que la vraie ligne de démarcation est entre eux tous d'un côté, et les capitalistes propriétaires de leurs entreprises... »

Il base ce dernier point sur des conflits réels existant en France entre les grands trusts et certains secteurs capitalistes attardés et parasites. Mais en quoi cela peut-il signifier que les dirigeants des grands trusts (qui ne sont pas de simples employés, mais qui possèdent de forts intérêts personnels dans ces entreprises) ne sont pas des capitalistes? Ne déterminent-ils plus l'emploi de la plus-value produite par ces entreprises? et sont-ils devenus, à l'instar des dirigeants syndicaux des avocats (de mauvais avocats) des intérêts des ouvriers? Que ce soit le dirigeant de Pechiney ou le petit fabricant, ont-ils d'autres mobiles dans la direction de leur entreprise respective que la course aux profits? Certes, la manière de faire de l'un sera nécessairement plus complexe que celle de l'autre; la mentalité des deux sera différente, et il est fort possible que le directeur d'un grand trust aura certaines méthodes d'administration semblables à celles du dirigeant d'une Centrale syndicale, mais socialement leurs fonctions sont opposées l'une à l'autre.

MARTINET OUBLIE DE MENER LE DEBAT SUR LA QUESTION DE L'ETAT

A cet « argument » d'André Philip, Martinet répond fort sommairement; il le condamne parce que la théorie des « managers » de Burnham est superficielle. Il se garde bien de dire que le vrai capitalisme de notre époque, ce n'est pas le petit fabricant, mais le capitalisme des trusts. Et il se garde bien de poursuivre l'argumentation de Philip du plan économique où elle a été formulée, sur le plan politique où Philip la prolonge.

En effet, pour Philip, avec une logique digne d'un « grand brasseur d'idées », cette situation nouvelle — où les catégories de capitalisme et de classe ouvrière n'ont plus place — nécessite qu'on ne fasse plus des organisations de défense des intérêts ouvriers, car on aboutit ce faisant... à « l'évolution du parti S.F.I.O. et... la déviation de Guy Mollet », défendant les intérêts des petits blancs d'Algérie!!! Il propose de faire par contre des groupes de pression dans la société en fonction de « valeurs » d'ordre idéologique. Et ainsi Philip escamote la place de l'Etat, instrument du grand capital. Au contraire, il voit simplement en lui une entité soumise à diverses pressions: « En Allemagne, il y a certainement, une forte pression du capital financier; celle-ci est atténuée en France, en raison de la nationalisation des établissements de crédit et des compagnies d'assurance. » Nous verrons à la fin de cet article où Philip aboutit.

Pourquoi Martinet ne porte-t-il pas le débat sur ce point décisif? Tout simplement parce que, sur le plan politique, le « théoricien socialiste » qu'il prétend être ne voit d'issue que dans une politique de collaboration avec les résidus de la démocratie bourgeoise. « La petite bourgeoisie républicaine une fois disparue, il reste à découvrir quelles seront les forces qui pourront un jour restaurer la démocratie. » Il veut créer un mouvement « qui aboutirait non point à une forme plus ou moins totalitaire de socialisme d'Etat, mais à une démocratie infiniment plus avancée que toutes celles que l'Histoire jusqu'à présent a connues. »

Qu'est-ce que ce « socialisme d'Etat »? Tout simplement une formule qui ne veut rien dire. Martinet envisage qu'à la chute du régime gaulliste on pourrait, comme à la Libération, « porter les coups les plus durs au capitalisme et par une série de nationalisations... et de démocratisation de faire basculer dans le sens du socialisme l'ensemble de l'économie française ». Mais il ne pose la question du renversement de l'Etat bourgeois, l'instauration d'un pouvoir ouvrier. Il explique la faillite de 1936 par le fait que « la gauche française n'a jamais réussi à demeurer unie plus de deux années. » N'ayant pas tiré de leçon sur la question de l'Etat, il cherche évidemment à recommencer la politique de type Front populaire ou Front républicain sous la forme caricaturale... de l'U.F.D., avec un

(Suite page 6).